



Nouvelles d'Espagne et du Portugal

Agriculture et pêche



N°3 – Septembre 2018

Faits marquants :

- *La politique agricole espagnole entre dans une nouvelle période.*
- *Le ministère portugais vient en aide aux agriculteurs victimes des incendies.*
- *Les ministres ibériques de l'agriculture militent pour le maintien du budget de la future PAC.*
- *Vendanges « normales » en Espagne, en baisse au Portugal.*
- *Après les olives de table espagnoles, les Etats-Unis taxent le papier portugais.*
- *Toute la péninsule est en alerte « Peste Porcine Africaine ».*
- *Le Ministre espagnol de la pêche plaide pour une adaptation de l'obligation de débarquement.*

Politique agricole

L'Espagne entre dans une nouvelle période agricole. Elle sera marquée par les échéances électorales de mai 2019, européennes mais aussi locales et régionales dans la plupart des Communautés autonomes, auxquelles pourraient s'ajouter des élections générales anticipées. Le gouvernement de Pedro Sanchez devra se prononcer sur le CFP de l'UE et le budget de la PAC, ce qui suppose qu'il parvienne à un accord avec les Communautés autonomes. La politique de l'eau (avec la question des transferts entre régions), la hausse de la taxe sur le gazole et les sujets de santé animale et végétale seront les autres priorités de l'agenda agricole espagnol pour les mois qui viennent.

Le gouvernement portugais donne un coup de pouce aux projets agricoles et agroalimentaires ... Le Ministre de l'agriculture, des forêts et du développement rural, Luís Capoulas Santos, a annoncé que le gouvernement mettrait en place, à partir du 1^{er} janvier 2019, une ligne de crédit de 100 M€ financée par la Banque européenne d'investissement (BEI), en faveur des projets d'investissement des exploitations agricoles et de l'industrie agroalimentaire. Il s'agit de prêts garantis par l'État, avec des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché et un délai de carence jusqu'à 3 ans.

... et vient au secours des agriculteurs de l'Algarve victimes des incendies. Début août, le feu a de nouveau ravagé le sud du Portugal. Pendant plus d'une semaine, l'incendie de *Monchique* a détruit 27 000 ha de forêts, détruit une vingtaine d'habitations et provoqué 41 blessés. 500 exploitations agricoles ont été touchées. Le Ministère de l'agriculture, des forêts et du développement rural a annoncé un plan d'aide aux agriculteurs les plus sinistrés, doté de 5 M€ dans le cadre du Programme de développement rural (PDR) 2020. Il financera l'acquisition d'animaux et de véhicules, la restauration de cultures et la restructuration des exploitations. Le taux de financement est de 100% pour les investissements inférieurs à 5 000 €, puis est dégressif jusqu'à 50% pour ceux qui sont supérieurs à 50 000 €.

Actualité PAC

Le Ministre Luís Planas réaffirme la nécessité de défendre le budget de la PAC. Lors d'une conférence à Valladolid, le Ministre espagnol de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, Luís Planas, a réaffirmé la nécessité de défendre le maintien du budget pendant les négociations de la PAC après 2020. Il a également rappelé les effets bénéfiques de la PAC sur la modernisation du secteur agricole espagnol, et insisté sur les grands défis sur lesquels la future PAC devrait accompagner les agriculteurs, notamment la revitalisation rurale et l'équilibre des territoires, en favorisant l'installation des jeunes en agriculture et l'emploi des femmes en milieu rural.

Le Portugal réaffirme son opposition à la réduction du budget de la PAC. Le Ministre de l'agriculture, Luís Capoulas Santos, et son Directeur général pour les politiques agricoles, Eduardo Diniz, ont fait part, le 7 septembre, lors d'un débat sur l'avenir de la PAC auquel ont participé Mme Valérie Métrich-Hecquet, Directrice Générale de la performance économique et environnementale des entreprises, et ses homologues espagnol et allemand, de leur préoccupation face à la proposition de baisse du budget de la PAC.



Le Portugal considère qu'il n'est pas envisageable de demander plus aux agriculteurs avec de moins en moins d'aides. La Commission européenne envisage une baisse de l'enveloppe portugaise de 6%, soit 7,6 Md€ pour la période 2021-2027. Cela signifierait une augmentation du taux de cofinancement national de 15 à 30%, que le gouvernement portugais considère « particulièrement lourd » pour les comptes publics.

La Castille-et-León présente à Bruxelles ses priorités pour la future PAC. La Ministre régionale de l'agriculture de Castille-et-León a rencontré à Bruxelles la Directrice de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne, María Ángeles Benítez Salas, pour lui exprimer les priorités de sa région dans les négociations sur la PAC2020 : maintien du budget de la PAC et lutte contre le dépeuplement des zones rurales. Elles ont évoqué la hausse de la contribution des Etats membres au budget de l'UE comme solution possible pour maintenir le budget de la PAC. En Castille-et-León, l'agriculture (100 000 exploitations, 5 Md€ de production, 1,1 Md€ d'aides PAC) représente 10% du PIB, le double du niveau national et quatre fois la moyenne européenne.

Tensions entre Communautés autonomes socialistes autour du budget de la PAC. En particulier, la Castille-La Manche et l'Aragon s'opposent à la ligne adoptée par le gouvernement et les professionnels andalous, consistant à sanctuariser le montant des dotations régionales des aides PAC au niveau actuel. Pour le Ministre de l'agriculture de Castille-La Manche, il est temps au contraire que l'Espagne rompe avec les droits historiques et évolue vers un système d'aides à l'hectare et un paiement redistributif équitables entre toutes les Communautés autonomes. Le modèle conservateur choisi par l'Espagne en 2014 avait permis à l'Andalousie de rester la première Communauté autonome bénéficiaire des aides PAC (1,7 Md€ par an pour 240 000 bénéficiaires).

47 000 demandes de financement en 3 ans pour le PDR2020 du Portugal. Depuis 2014, le Programme de développement rural « PDR2020 » a reçu 47 000 demandes de financement. Selon le Ministère de l'agriculture, des forêts et du développement rural, 20 000 projets ont déjà été réalisés pour un montant global de 2,2 Md€. Le Premier Ministre António Costa a affirmé que le Portugal était le « 3^e pays de l'UE dans la mise en œuvre des fonds agricoles », et loué « l'esprit novateur » et la « capacité de modernisation » des agriculteurs portugais.

Gestion de l'eau, irrigation

Augmentation des réserves hydrauliques espagnoles. Les pluies d'avril, mai et juin ont considérablement amélioré le niveau des réservoirs espagnols. Celui-ci s'établit actuellement à 32 279 hm³, ce qui représente 57,6% de leur capacité totale (alors qu'à la même époque l'année dernière, le niveau de stockage n'était que de 23 279 hm³). Les bassins versants de l'Atlantique sont à 58% de leur capacité (contre 42,5% à la même période l'an dernier), et ceux de la Méditerranée à 56,2% (40,4% l'an dernier).

Le Portugal investit 6,35 M€ pour aménager 59 périmètres irrigués. Le Ministre Luís Capoulas Santos, a approuvé un investissement de 6,4 M€ pour aménager 59 périmètres irrigués au nord et au centre du Portugal. Ce projet concerne 3 700 exploitations agricoles, sur une surface de 1 800 ha. Cet investissement est complémentaire au Plan national d'irrigation déjà adopté par le gouvernement, qui prévoit un investissement de 534 M€ d'ici 2020 pour créer 95 000 ha de nouvelles surfaces irriguées.

Filières agricoles et agroalimentaires

Lait

L'Espagne adopte l'obligation d'étiquetage de l'origine du lait dans les produits laitiers. Le 21 septembre, le Conseil des ministres a approuvé l'adoption prochaine d'un arrêté royal établissant l'obligation d'inclure l'indication de l'origine du lait dans l'étiquetage des produits laitiers. Cette mesure entrera en vigueur 4 mois après la publication de l'arrêté au JO, laissant ainsi le temps nécessaire à l'industrie laitière de s'y conformer. Le ministère espagnol de l'agriculture a précisé que les produits laitiers légalement fabriqués avant l'entrée en vigueur de cet arrêté royal pourront être commercialisés jusqu'à épuisement des stocks. Les éleveurs galiciens ont déclaré que cette mesure est nécessaire pour stimuler la demande en produits espagnols et pour faire augmenter le prix du lait, dont le niveau moyen reste encore bas en Espagne (entre 0,30 et 0,32 €/litre). Depuis la fin des quotas en 2015, la production laitière espagnole a légèrement augmenté, pour s'établir à un peu plus de 7 Mt. Structurellement déficitaire, le pays continue d'importer 3 Mt de lait et produits laitiers.

Les producteurs portugais s'opposent à la baisse du prix du lait annoncé par Lactogal. Le groupe Lactogal a annoncé au mois d'août qu'elle réduirait d'un centime d'euro le prix payé par litre de lait aux producteurs, dont le niveau moyen s'établit aujourd'hui à 0,30 €/litre. Cette décision a entraîné des manifestations et fait polémique au sein même des administrateurs de l'entreprise créée en 1996 et regroupant les principaux groupes laitiers portugais (*Proleite, Agros e Lacticoop*). Agros a ainsi annoncé qu'elle s'opposait à la réduction du prix du lait et a demandé à Lactogal de revenir sur sa décision. Les producteurs et Agros rappellent que les bénéfices de Lactogal se sont élevés à 43 M€ en 2017 et que le groupe a récemment payé les éleveurs pour réduire leur production et maintenir les prix.



L'Association des producteurs de lait (*Aprolep*) demande à la Commission européenne de nouvelles mesures pour contrôler la production. Le gouvernement portugais indique qu'il lui est « légalement interdit » d'intervenir dans une affaire « privée ».

Viandes

« **Meat Attraction** » **Madrid : de belles perspectives pour les viandes françaises.** Pour sa 2^e édition, le salon *Meat Attraction*, qui se tenait à Madrid du 17 au 20 septembre, a rencontré un vif succès. Véritable vitrine de l'industrie espagnole des viandes (4^e secteur économique du pays avec 24 Md€ de chiffre d'affaires dont la moitié à l'export), porcine mais également bovine et ovine, cet événement rassemblait plus de 370 exposants, principalement ibériques. Il a permis à des représentants de la FICT et de l'Institut de l'élevage de nouer, avec l'appui de Business France, des contacts riches et très diversifiés avec des opérateurs espagnols, professionnels et institutionnels. Lors de l'inauguration, le Ministre Luís Planas a indiqué son souhait de voir évoluer ce salon avec l'arrivée de pavillons étrangers, et devenir – à l'instar de *Fruit Attraction* dans le secteur des fruits et légumes – un rendez-vous d'affaires incontournable pour les professionnels européens de l'élevage, de la transformation (y compris équipements), du commerce international et de la distribution des viandes et des produits carnés. La France est donc très attendue en 2019.

Céréales

Prévisions de récolte espagnole révisée à la hausse. Le Ministère de l'agriculture a revu à la hausse ses estimations de récoltes de céréales pour la campagne 2018/2019, à 19,28 Mt : blé tendre 6,49 Mt, blé dur 1,24 Mt, orge 9,22 Mt, avoine 1,37 Mt. Les prévisions concernant le maïs n'ont pas été communiquées, mais la surface est estimée à 328 000 ha, 1,4% de moins que la campagne antérieure.

Vins

Vendanges espagnoles : vers une année « normale ». L'Espagne va revenir à son niveau de récolte « normal » des dernières années, entre 42 et 43 Mhl (20% de plus qu'en 2017 qui était une année calamiteuse, mais correspondant au niveau moyen des années 2014-2015-2016). En effet, les épisodes de grêle de juillet ont affecté principalement le bassin fruitier de la Vallée de l'Ebre et quelques zones ponctuelles du Nord. Le vignoble a finalement peu souffert. Des attaques de mildiou préoccupent les vignerons de Galice et de La Rioja. Ailleurs, la situation sanitaire reste sous contrôle, notamment dans la Mancha qui devrait produire entre 23 et 24 Mhl. Après la vague de chaleur de fin juillet/début août, les températures sont revenues à la normale, permettant un début de vendange moins précoce qu'en 2017 et laissant augurer une qualité supérieure aux prévisions initiales. Dans ce contexte globalement favorable, auquel s'ajoute un niveau de stocks inférieur à 30 Mhl, les prix espagnols, pour le moment, se tiennent.

Vendanges portugaises : en forte baisse. Selon l'Institut du vignoble et du vin (IVV), la campagne de cette année devrait être la pire depuis 2012, en raison des conditions météorologiques atypiques des derniers mois et des vagues de chaleur du mois d'août, auxquelles s'ajoutent des attaques de mildiou dans la région du Douro (1^{ère} région viticole). Selon l'Institut national de statistique, la baisse de la production vinicole devrait atteindre 25% et s'établir à environ 4,95 Mhl, ce qui pourrait entraîner une augmentation du prix du raisin.

Les vins de Porto réduisent leur production en 2018. L'Institut des vins du Douro et du vin de Porto (IVDP) a autorisé la production de 63,8 Ml de vin de Porto, soit 2% de moins qu'en 2017. Cette décision fait suite à la réduction des ventes ces derniers mois, et à l'augmentation des stocks. En 2017, les exportations de vin de Porto ont diminué de 0,9% en volume mais ont augmenté de 1,2% en valeur. Principale production du Douro, le vin de Porto représente environ 40% des exportations portugaises de vins (312,2 M€).

Cava : la Commission européenne approuve le rachat de Freixenet par Henkell. Le 2 juillet, la Commission a autorisé l'acquisition de la société espagnole *Freixenet*, spécialisée dans la production de cava et autres vins mousseux, par la société allemande *Henkell International*. Elle a indiqué que les activités des 2 entités étaient, dans une large mesure, géographiquement complémentaires, de sorte que l'opération n'affecterait pas la structure du marché européen. Henkell aurait payé environ 200 M€ pour le rachat de la société catalane.

Agrumes

Malgré la baisse de la production, les exportations espagnoles résistent. La production espagnole d'agrumes 2017/2018 s'est élevée à 6,7 Mt, en baisse de 7% par rapport à la campagne 2016/2017. Cependant, les exportations se maintiennent en volume, avec plus de 3,6 Mt (comparées aux 3,7 de la campagne antérieure). Leur valeur augmente sous l'effet de la hausse des prix. L'UE reste de très loin le principal débouché des agrumes espagnols.

Exportation	3 615 583 T
Industrie de transformation	1 404 429 T
Consommation nationale	1 193 835 T
Pertes	467 709 T
Total Production	6 681 556 T



Le pomelo espagnol de plus en plus tourné vers l'export. En 2017/2018, l'Espagne a récolté 76 104 tonnes de pomelos, dont la principale destination était l'exportation vers les marchés allemand et français (près de 30 000 t, soit 30% des ventes totales). Le débouché pays tiers, bien que modeste (3 016 t) a connu une hausse de 19%, consolidant sa présence sur la Suisse, l'Afrique du Sud et le Canada. Le marché intérieur n'absorbe que 10 000 t, moins que la transformation.

Pommes-poires

Moins de pommes et de poires en 2018. Selon les prévisions d'Afrucat et du Département de l'agriculture de la Catalogne, la récolte de Golden dans la région devrait atteindre 138 000 t, en baisse de 1,4% par rapport à 2017. Les producteurs catalans redoutent une baisse des prix sous l'effet d'une production européenne pléthorique. Au Portugal, l'Institut national de statistiques (INE) prévoit une baisse de la productivité pour la pomme (-10%) et la poire (-20%), en raison des vagues de chaleur du mois d'août et des épisodes de grêles.

Bio, santé

Croissance du secteur Bio sur le marché espagnol. Selon une enquête récente, 9 espagnols sur 10 souhaiteraient consommer davantage de produits bio. La forte augmentation des importations espagnoles de ces produits confirme cette tendance. En effet, selon le Ministère de l'agriculture, les importations espagnoles de produits bio ont augmenté plus vite que les exportations. Alors que les exportations ont augmenté de 51% entre 2012 (590 M€) et 2016 (890,8 M€), au cours de la même période les importations ont triplé, passant de 201 M€ à 596 M€, ce qui signifie que la balance commerciale, bien que toujours positive, a été réduite en 5 ans, de 389 M€ à 294,8 M€ en 2016. Cependant, les consommateurs espagnols s'estiment freinés par un prix trop élevé et une gamme de produits disponible encore trop limitée.

La Santé négocie une baisse des taux de sel/sucre des produits alimentaires avec les professionnels portugais. La Direction générale de la santé, l'Association portugaise des entreprises de distribution (APED) et la Fédération des industries portugaises de l'agroalimentaire (FIPA) négocient une réduction des taux de sel et de sucre dans des produits tels que le jambon, les chips, les yaourts et les céréales. Selon le directeur du « Programme national pour la promotion d'une alimentation saine », l'objectif est de réduire progressivement les taux de sucre et de sel pour atteindre -20% en 3 ans. La FIPA s'était déjà montrée disponible pour réduire volontairement le taux de sel sur ses produits mais reste opposée à toute taxation spécifique, comme celle en vigueur pour les boissons sucrées.

Commerce extérieur

Brexit : inquiétudes des producteurs espagnols d'agrumes. L'Espagne produit plus de 6 Mt d'oranges et de mandarines chaque année, dont la moitié est destinée à l'export. L'Allemagne est son premier client (975 000 t en 2017/18), suivie de la France (760 000 t) et du Royaume-Uni (286 000 t). Selon les professionnels espagnols, un « Brexit dur » pourrait entraîner une augmentation du prix de l'orange espagnole de 7 à 10% sur le marché britannique, en raison de l'augmentation des coûts liés au transport, à la bureaucratie et à la perte de fluidité commerciale qui en découlerait.

Olives de table noires : le Ministre espagnol des Affaires étrangères tire le signal d'alarme. Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Josep Borrell, a soulevé la question des tarifs douaniers américains sur les olives de table noires espagnoles (34,8% en moyenne) lors de la réunion informelle des Ministres des Affaires étrangères qui a eu lieu le 31 août à Vienne. M. Borrell a appelé à la fermeté car, selon lui, d'autres produits bénéficiant d'aides PAC découplées pourraient être affectés par le relèvement des tarifs douaniers américains. Sur la période septembre 2017 – juin 2018, les États-Unis restent le premier débouché des olives de table espagnoles mais les volumes expédiés outre-Atlantique sont tombés à 55 000 t (contre 60 000 t sur la période antérieure). De son côté, la Commission a annoncé qu'elle réserverait 2,5 M€ sur les fonds de promotion 2019 pour favoriser la diversification des débouchés export de l'olive de table.

Les États-Unis imposent une taxe de 37,34% sur le papier portugais. Le Département du Commerce américain a annoncé une taxe douanière « antidumping » de 37,34% sur les ventes du groupe portugais de pâte à papier *The Navigator Company*. Le marché nord-américain représente 10% de ses ventes (environ 160 M€). Selon *The Navigator Company*, cette taxe réduirait les profits du groupe de 45 M€ en 2018. Le groupe a annoncé qu'il présentera un recours. De leur côté, la diplomatie portugaise et la Commission européenne interviendront auprès des autorités américaines.

Le Portugal va gérer un programme européen de 48 M€ pour le développement agricole dans les provinces angolaises de Huila, Namibe et Cunene. Lors d'une visite en Angola, le Ministre portugais de l'agriculture a expliqué que ce projet visait à « atténuer les conséquences du changement climatique et assurer des conditions de subsistance dans l'agriculture familiale ». Il a affirmé que les agricultures des 2 pays étaient « complémentaires » et s'est montré ouvert à importer davantage de produits agricoles angolais. Le gouvernement portugais a aussi encouragé les agriculteurs et les entreprises des 2 pays à créer une chambre consulaire commune pour l'agriculture.



Le groupe Lusovini investit 8,5 M€ en Angola. Le groupe de production et distribution de vin *Lusovini* a annoncé un investissement de 8,5 M€ dans la production de raisin de table en Angola. D'ici la fin de l'année, le groupe testera la plantation de 12 variétés dans la région de Viana, près de Luanda, avant de commencer en 2020 l'exploitation d'une propriété de 800 ha. Le climat angolais devrait permettre la réalisation de deux récoltes par an.

Le groupe espagnol BAIN (fruits secs) augmente son investissement au Portugal. L'entreprise espagnole *Borges Agricultural & Industrial Nuts (BAIN)* va investir 7,9 M€ pour accroître sa production d'amandes au Portugal. Cet investissement est cofinancé par le FIEEX, un fond de l'État espagnol pour l'investissement à l'étranger. L'entreprise BAIN est propriétaire de 3 exploitations agricoles dans la région de l'Alentejo, sur une surface de 942 ha. La culture de l'amande dans l'Alentejo se développe et occupe désormais 6 700 ha dans la région de l'Alqueva (1.000 ha en 2015), où le barrage, inauguré en 2002, constitue le plus grand réservoir artificiel d'eau douce en Europe.

Actualité sanitaire

Peste porcine africaine : l'Espagne se mobilise... Interdiction d'importer des sangliers, mesures de biosécurité renforcées dans les élevages porcins et le transport d'animaux, restriction des mouvements transfrontaliers de chasseurs, plan de surveillance sérologique des élevages et de la faune sauvage renforcé. Ces mesures visent à éviter l'entrée sur le territoire espagnol du virus qui touche plusieurs pays d'Europe orientale et qui suscite de vives inquiétudes dans le secteur porcine espagnol depuis les cas signalés récemment à la frontière franco-belge. Suite à l'épidémie de peste porcine qu'elle a connue dans les années 90, l'Espagne s'efforce de maîtriser ses approvisionnements au point de devenir autosuffisante en porcelets. Le Ministre de l'agriculture Luís Planas a déclaré qu'il serait beaucoup plus difficile d'éradiquer ce virus aujourd'hui s'il entrait en Espagne, compte tenu de la composition actuelle du cheptel porcine, de la structure des élevages et de l'importance du commerce extérieur pour la filière. Avec 4,2 Mt, l'Espagne est le 2^e producteur de viande porcine de l'UE après l'Allemagne. En valeur, sa production frôle les 7 Md€ (dont plus de 5 Md€ à l'export) et représente respectivement 36,8% et 14,4% de la production animale et agricole finale du pays.

... et les autorités portugaises renforcent le niveau d'alerte. La Direction générale de l'alimentation et vétérinaire (DGAV) a lancé plusieurs recommandations aux éleveurs pour prévenir le risque d'introduction du virus au Portugal. La DGAV a demandé le renfort des contrôles et la désinfection de tous les véhicules entrant sur les exploitations porcines. Les autorités portugaises recommandent également aux professionnels de ne pas se rendre sur des exploitations de l'Europe du nord et centrale, et demandent aux voyageurs de ne pas apporter au Portugal des produits porcins en provenance de ces régions.

Pêches maritimes et aquaculture

L'Espagne demande à Bruxelles d'adapter l'obligation de débarquement et de revoir les TAC & quotas. Le Ministre Luís Planas a rencontré le 11 septembre le Commissaire européen chargé des Affaires maritimes et de la Pêche, Karmenu Vella, pour exprimer les positions espagnoles sur les principaux défis du secteur : adapter l'obligation de débarquement aux Etats membres – comme l'Espagne – dont les flottes sont très diversifiées ; explorer de nouvelles dispositions dans la réglementation des TAC et quotas (flexibilité inter-espèces, quotas des captures accessoires). En prévision de la négociation des TAC et quotas 2019, il a demandé au Commissaire de faire preuve de souplesse pour éviter que l'Espagne se retrouve « étranglée » par les *choke species*.

Le Ministère portugais de la mer a réduit les autorisations de captures de sardines à 3 144 t entre le 1^{er} août et le 30 septembre (contre 4 855 t entre le 21 mai et le 31 juillet) et interdit la pêche à la sardine tous les mercredis. En plus de ces limitations, la pêche à la sardine a été interdite du 6 au 24 août dans 3 régions du pays pour assurer la protection des juvéniles. Ces mesures font suite à un nouvel avis du Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM) qui a recommandé l'arrêt total de la pêche à la sardine au Portugal et en Espagne en 2019. Le CIEM avait déjà recommandé l'arrêt total de la pêche à la sardine en 2018. A la suite de cette recommandation, le Portugal et l'Espagne avaient présenté un plan de gestion pluriannuel à la Commission européenne, qui l'avait approuvé. La pêche à la sardine a été interdite pendant 5 mois, avant de reprendre le 21 mai. Elle sera de nouveau interdite à partir du 1^{er} octobre.

Responsable de la publication : Hervé Le Roy
Ambassade de France en Espagne - Service Économique Régional
C/ Marqués de la Enseñada, 10 - 28004 Madrid

Rédigé par : Jérôme Frouté, Alvaro Espino
avec le Service Eco. de Lisbonne : Stanislas Godefroy,
Christopher Marques

Abonnement : jerome.froute@dgtrésor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica



Copyright :

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.